

Chapitre 4.

Conclusion et déductions à l'usage des pouvoirs publics

Sans la protection commerciale et les paiements budgétaires dont ils bénéficient, autrement dit s'ils vendaient leur production aux prix de marché mondiaux, les agriculteurs de l'OCDE percevraient des revenus sensiblement inférieurs. Dans les pays développés comme, dans une moindre mesure, dans les pays en développement, les politiques agricole et commerciale tendent à favoriser les agriculteurs par rapport à d'autres agents économiques. Quoi qu'il en soit, le niveau et, surtout, les effets de distorsion des échanges, du soutien apporté à l'agriculture dans les pays de l'OCDE ont diminué ces quinze dernières années.

De même, bien que les droits de douane sur les produits agricoles demeurent plus élevés que ceux qui frappent les biens industriels, et ce aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, l'écart s'est réduit à la faveur de la mise en œuvre des accords du cycle d'Uruguay. Pour autant, il ne faudrait pas déduire de ces évolutions que la poursuite des réformes est devenue moins importante qu'auparavant, car les gains potentiels existent bel et bien pour beaucoup de pays de l'OCDE et quelques pays non membres, et sont positifs pour la plus grande majorité des pays et régions étudiés dans la présente analyse.

Les répercussions préjudiciables que les subventions agricoles versées dans les pays de l'OCDE peuvent avoir dans les pays en développement, notamment sur les agriculteurs pauvres, mobilisent l'attention des responsables de l'action publique des uns et des autres. Même si l'ampleur de ces effets fait l'objet d'un débat, la plupart des études économiques arrivent à la conclusion que les pays en développement dans leur ensemble tireraient profit, globalement, d'une réforme des politiques agricoles poursuivies dans les pays de l'OCDE. Elles montrent aussi que les agriculteurs des pays en développement sont susceptibles de retirer un bénéfice de cette réforme, et cette éventualité est moins controversée.

Tels qu'ils sont estimés dans la présente analyse, les avantages d'une réforme globale des politiques agricoles et commerciales en termes de bien-être se situent dans le bas de la fourchette des estimations obtenues dans d'autres études similaires. Cela tient en partie au fait que l'analyse s'appuie sur des données plus récentes et plus précises, mais aussi au fait que certaines études tiennent compte des avantages procurés par les réformes sous l'effet de l'amélioration de la productivité, par exemple, ou d'un abaissement des coûts de transaction.

Les résultats obtenus ici indiquent que, si les pays non membres sont considérés comme une seule région, ils sont globalement avantagés par une hypothétique division pas deux du soutien agricole dans les pays de l'OCDE (mais pas tout à fait autant que ces

derniers eux-mêmes). Par ailleurs, la valeur ajoutée de l'agriculture des pays non membres augmente. Les améliorations sont concentrées dans un nombre relativement petit de pays à revenu moyen exportateurs de produits agricoles. En fait, il ressort des résultats que les pays en développement pourraient retirer des gains beaucoup plus importants d'une réduction de la protection commerciale que les pays Membres accordent aux produits textiles et à d'autres produits industriels, que d'une baisse du soutien à l'agriculture dans ces mêmes pays.

Ce sont les effets de la réduction des droits de douane qui jouent le plus grand rôle dans l'amélioration du bien-être provenant d'une réforme de la politique agricole commerciale et interne (en supposant que tous les instruments similaires du même dispositif soient réduits simultanément). L'amélioration nette du bien-être imputable à la diminution d'autres formes de soutien telles que, notamment, les paiements budgétaires au titre des terres, semble relativement limitée. Ces résultats paraissent indiquer qu'une réforme mettant l'accent avant tout sur l'assouplissement des mesures commerciales pourrait entraîner une partie non négligeable de la réduction potentielle des distorsions des échanges, tout en limitant au minimum les répercussions préjudiciables sur les revenus agricoles dans les pays qui appliqueraient cette réforme. En effet, ils révèlent qu'il est possible de réaliser une forte proportion des éventuels bénéfices économiques d'une réforme en passant à des formes de soutien qui ont moins d'effets de distorsion.

La réforme conduirait à une augmentation de la valeur ajoutée de l'agriculture et des revenus des ménages agricoles à vocation commerciale dans les pays membres et non membres relativement moins protégés, mais à une diminution dans ceux où les agriculteurs bénéficient actuellement de niveaux de soutien relativement élevés. Les incidences de ces constatations, pour les pouvoirs publics, doivent cependant être considérées avec prudence. Parfois, le fait que les revenus du secteur agricole diminuent sous l'effet de la réforme n'est pas nécessairement une source de préoccupations, si dans certains cas, les ménages concernés peuvent compenser la perte de revenus agricoles par des gains induits par des réformes hors secteur agricole. Par ailleurs, le fait que, parmi ceux qui sont lésés en raison de la baisse du rendement des terres, certains ne pratiquent pas du tout l'agriculture, peut aussi être un facteur important à prendre en compte dans ce contexte. Dans d'autres cas, la pression qui s'exerce sur le revenu agricole peut n'être qu'un problème temporaire dès lors que la réforme des politiques commerciale et agricole stimule la croissance économique.

Les études de cas apportent des éclaircissements sur les effets de la réforme sur la pauvreté et l'inégalité de la distribution des revenus. En général, l'amélioration du bien-être est ressentie par tous les types de ménages, et ce sont les agriculteurs à vocation commerciale protégés qui souffrent le plus de la diminution des revenus. Dans le cas du Brésil, les catégories défavorisées de ménages urbains et ruraux voient leur situation financière s'améliorer sous l'effet de la réforme, et l'incidence de la pauvreté absolue recule. L'inégalité entre ménages agricoles s'accroît, les grandes exploitations familiales (riches) étant plus avantagées que les petites. Parallèlement, les gains totaux que retirent les ouvriers agricoles de l'augmentation de la demande de main-d'œuvre agricole dans les exploitations à vocation commerciale sont supérieurs à ceux dont bénéficient tous les autres types de ménages agricoles, ce qui pourrait contrebalancer le creusement des inégalités entre producteurs.

Dans toutes les populations de ménages agricoles, il y aura des gagnants et des perdants en fonction des combinaisons de productions et de facteurs de chacun et de ses sources de revenus potentielles hors exploitation. Ainsi, même dans les cas où des

mesures se justifient, par exemple sous la forme de mesures de compensation ou d'ajustement à destination de ceux qui sont le plus lésés, celles-ci pourraient relever non pas de la politique agricole mais plutôt de la politique de développement et de la politique sociale au sens large. Les mesures envisageables pour améliorer la capacité d'adaptation comprennent des investissements publics dans les domaines tels que l'éducation, la formation, la recherche, la vulgarisation et la santé (notamment dans les pays pauvres). Ces dispositions peuvent être ciblées à l'échelle des régions ou à celle des ménages.

Aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, les effets immédiats des réformes sur les agriculteurs à vocation commerciale sont de manière générale plus prononcés que ceux que ressentent les ménages agricoles à vocation non commerciale. Si une filière est susceptible de tirer un profit, globalement, d'une réforme multilatérale, moyennant par exemple une hausse des prix à l'exportation, les producteurs à vocation commerciale de cette filière perçoivent la majeure partie de ce profit. De même, si cette filière est susceptible d'être lésée si la hausse des prix mondiaux ne compense pas la diminution de la protection interne, ce sont les agriculteurs à vocation commerciale qui absorbent la majeure partie du choc. Cette observation se vérifie en général non seulement en termes absolus, mais aussi par rapport au revenu existant. Les exploitations à vocation non commerciale tirent en général une part plus importante de leurs revenus d'activités non agricoles, ce qui atténue les répercussions du changement des prix sur leur revenu total. En outre, dans les pays en développement, elles consomment une partie importante de leur production, ce qui a un effet similaire. Parfois, les producteurs à vocation non commerciale (agriculture de subsistance) consomment plus qu'ils ne produisent, auquel cas l'incidence des réformes est inversée. Cela dit, les ménages agricoles non commerciaux des pays développés peuvent avoir des compétences plus étendues, qui leur permettent de passer avec plus de facilité de l'agriculture à une autre activité et inversement.

A terme, les effets de la réforme seront fonction non seulement de son incidence immédiate, mais aussi de ce qui se passera une fois que les marchés et les ménages auront eu le temps de s'adapter. En effet, les ajustements peuvent radicalement modifier les effets redistributifs de la réforme. Par exemple, les ménages à vocation non commerciale devraient être confrontés à des coûts de transaction plus élevés que les ménages à vocation commerciale. Si les premiers ne peuvent pas accéder au marché à cause de ces coûts, ils risquent de ne pas pouvoir profiter du tout de la hausse des prix des produits. Ils pourraient cependant bénéficier indirectement de revenus plus élevés hors exploitation, les producteurs à vocation commerciale engageant davantage de main-d'œuvre, mais risqueraient en revanche d'être lésés par l'augmentation du loyer des terres. Dans les études sur le Malawi et sur le Mexique, la catégorie des ménages à vocation non commerciale (pauvres dans les deux cas) compte aussi bien des gagnants que des perdants. Globalement, les coûts de transaction accentuent la propension des ménages à vocation commerciale à être les principaux gagnants en cas de hausse des prix et les principaux perdants en cas de chute des prix. Les mesures visant à réduire les coûts de transaction, notamment ceux que doivent assumer les ménages les plus pauvres, peuvent offrir un moyen d'un excellent rapport coût-efficacité pour faire en sorte que les avantages de la réforme se répartissent le plus largement possible dans les pays en développement.

Les études de cas montrent qu'il est toujours difficile de réaliser des gains d'efficacité globaux sans que certains ménages soient financièrement pénalisés en raison des effets immédiats d'une réforme, même si des mesures de compensation et

d'ajustement peuvent y remédier en grande partie. Dans les pays de l'OCDE où le soutien est élevé, des réformes sans contrepartie réduiraient inévitablement les revenus des ménages agricoles protégés. Dans beaucoup de pays en développement, il est probablement impossible de changer la politique des prix et les mesures à la frontière qui l'accompagnent sans appauvrir encore certains ménages démunis.

Les ménages qui présentent une plus grande capacité d'adaptation sont plus à même d'exploiter les nouveaux débouchés commerciaux ou de supporter les effets dus à l'exposition à une concurrence accrue. Aux États-Unis, les exploitations à vocation non commerciale (résidentielles et d'appoint) peuvent plus facilement modifier le rapport entre le revenu de leur exploitation et leur revenu hors exploitation, mais aussi le volume de leur production. Cependant, ce constat ne se vérifie pas dans tous les pays et la capacité d'adaptation risque de toute façon de varier considérablement à l'intérieur de groupes de ménages agricoles structurellement similaires, en fonction de facteurs tels que l'âge, l'instruction, les compétences de gestion et l'état de santé. En résumé, il est très difficile de fournir des informations à la fois générales et précises sur les incidences possibles de la réforme sur les revenus de ménages particuliers une fois pris en considération les ajustements individuels et les répercussions qu'ils ont, collectivement, sur les marchés.

De plus, il est peu probable que tous les ménages aient la possibilité de s'adapter ou de réagir efficacement à l'aide à l'ajustement. Il est donc nécessaire de prévoir une protection sociale efficace. Les programmes de protection devront être assortis de critères d'éligibilité et d'un mécanisme d'inscription permettant à tous les ménages de déterminer leurs droits. Dans la mesure où les modèles employés ici, ainsi que les séries de données qui les accompagnent, comportent des informations socio-économiques utiles, ils peuvent contribuer à la conception et à la définition des critères d'éligibilité.

Les simulations telles que celles qui ont été effectuées dans le cadre des études de cas peuvent être utiles pour évaluer les problèmes soulevés par la réforme, les différentes capacités d'adaptation des ménages et la nécessité d'appliquer des mesures d'accompagnement. Elles apportent également des informations précieuses sur les effets de la reconfiguration de la panoplie d'instruments utilisés. Par exemple, si la protection de l'agriculture doit être sensiblement réduite, les contraintes d'ajustement qui pèsent sur les ménages peuvent être sensiblement atténuées en veillant à ce que les réformes dans les domaines autres que l'agriculture se poursuivent en parallèle. Par ailleurs, on peut espérer que si les effets redistributifs de la réforme sont expliqués à tous les agents intéressés, il sera plus facile d'obtenir le soutien politique nécessaire à sa mise en œuvre.

REFERENCES

- Ahearn, M., H. El-Osta et J. Dewbre (2002) « The Impact of Government Subsidies on Off-Farm Labor Supply of Farm Operators », rapport présenté à la réunion annuelle de l'American Agricultural Economics, Long Beach, CA.
- Anderson, K., W. Martin et D. van der Mensbrugghe (2005), « Market et Welfare Implications of Doha Reform Scenarios » dans *Agricultural Trade reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson et W. Martin (eds.), Washington, D.C., OOTP et la Banque mondiale.
- Armington, P.S. (1969), *A Theory of Demand for Products Distinguished by Place of Production*, IMF Staff Papers, N° 16, pp. 159-178.
- Azzoni, C., J. Brooks, J. Guilhoto, et S. McDonald (2005), *Who in Brazil will Gain from Global Trade Reforms*, The University of São Paulo Research Regional et Urban Economics Lab, TD-Nereus 12-2005.
- Banque mondiale (2003), *Global Economic Prospects: Realizing the Development Promise of the Doha Agenda 2004*, Washington, DC.
- Bhagwati, J. (2005) “Reshaping the WTO” dans *Far Eastern Economic Review*, N°168, pp. 1-5.
- Bouet, A., Y. Decreux, L. Fontagné, S. Jean et D. Laborde (2004), « A Consistent, *ad valorem* Equivalent Measure of Applied Protection Across the World: The MACMap-HS6 Database » *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)*, Working Paper No 2004 – 22, Paris.
- Bchir, A., S. Jean et D. Laborde (2005), « Binding overhang and tariff-cutting formulas: A systematic, world-wide quantitative assessment », *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) Working Paper draft*, Paris.
- Bouet, A., J.C. Bureau, Y. Decreux, L.; et S. Jean (2004), « Multilateral Agricultural Trade Liberalization: The Contrasting Fortunes of Developing Countries in the Doha Round », *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)*, Working Paper 2004-18, novembre.
- Bouet, A., Y.L. Fontagné et S. Jean (2005) « Is Erosion of Tariff Preferences a Serious Concern? » dans *Agricultural Trade Reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson et W. Martin (eds.) Washington, D.C., OOTP et la Banque mondiale.
- Brooks, J. (2003). « Agricultural Trade Reform, Adjustment and Poverty: Mapping the Linkages », *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OECD, Paris, pp. 9-25.
- Brooks, J. et O. Melyukhina (2003) « Estimating the pass-through of agricultural policy reforms: an application to Russian crop markets, with possible extensions », rapport présenté à l'International Agricultural Trade Research Consortium Conference, Capri, juin.
- Burfisher, M. et J. Hopkins, eds. (2003) « *Decoupled Payments: Household Income Transfers in Contemporary U.S. Agriculture* », Market and Trade Economics Division, Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture, *Agriculture Economic Report* No. 822, Washington, D.C.
- Burfisher, M., K. Hanson, J. Hopkins et A. Somwaru (2005), « *US Agricultural Adjustment Capacity: A Macro-Micro Simulation Approach* », rapport USDA-ERS établi pour l'OCDE.

- Charlton, A.H. et J.E. Stiglitz (2005) « A Development-friendly prioritization of Doha Round Proposals », *The World Economy*, Volume 28, N°3, p.293.
- Cogneau, D. et A. Robilliard (2000) *Growth, distribution and poverty in Madagascar: learning from a micro-simulation model in a general equilibrium framework*, IFPRI, Washington, DC.
- Cooper, J., R. Johansson, et M. Peters (2003), « Some Domestic Environmental Effects of U.S. Agricultural Adjustments under Liberalized Trade: A Preliminary Analysis », rapport présenté à la Second North American Symposium on Assessing the Environmental Effects of Trade, Mexico City, Mexico, mars, accessible à : http://www.cec.org/files/PDF/ECONOMY/cooper-et-al_en.pdf
- Deaton, A. (1997) *The analysis of household surveys: a microeconomic approach to development policy*. Johns Hopkins University Press for the World Bank, Baltimore et Londres.
- Decaluwé, B. et J. Cockburn (2002) « *How are Globalization and Poverty Interacting and What Can Governments Do About It?* » (d'après un ouvrage issue du projet Micro Impact of Macro Adjustment Policies (MIMAP), 9-10 décembre, Paris.
- Diaz Bonilla, E., M. Thomas et S. Robinson (2003) « Trade, Food Security and WTO Negotiations: Some Reflections on Boxes and their Contents » dans *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, pp. 59-104.
- Dorward, A., C. Poulton, H. Tchale et P. Wobst (2004) *The Distributional Effects of Agricultural Policy Reform on Poor Rural Households: Linking Household, Rural Economy and Economy-Wide Analysis*, rapport établi pour l'OCDE.
- Duncan, R. et D. Quang (2003), *Trade Liberalisation, Economic Growth and Poverty Reduction Strategies*, National Centre for Development Studies, Australian National University, Canberra.
- El-Osta, H.S. et M.J. Morehart (1999) "Technology Adoption Decision in Dairy Production and the Role of Herd Expansion," *Agricultural and Resource Economics Review*. avril, pp: 84-95.
- Fabiosa, J., J. Beghin, S. de Cara, A. Eloheid, C. Fang, M. Isik, H. Matthey, A. Saak, P. Westhoff, D.S. Brown, B. Willott, D. Madison, S. Meyer, et J. Kruse (2005), « The Doha Round of the World Trade Organisation and Agricultural Markets Liberalisation: Impacts on Developing Economies », *Review of Agricultural Economics*, Vol. 27, No. 3, pp 317-335.
- Fallick, B.C. (1996) « A Review of the Recent Empirical Literature on Displaced Workers », *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 50, No. 1, pp: 5-16.
- Farber, H.S. (2003) « Job Loss in the U.S., 1981-2001 », NBER Working paper 9707, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- FIPE (2004), « The Distributional Effects of Agricultural Policy Reform: The Case of Brazil », rapport établi pour l'OCDE, Sao Paulo.
- Finizia, A., R. Magnani et F. Perali (2004): *A General Equilibrium Analysis of the Mid-Term Review of the CAP on the Italian Economy*, Franco Angeli, Rome.
- Francois, J.F., H. van Meijl et F.W. van Tongeren (2003), *Economic Benefits of the Doha Round for the Netherlands*, rapport soumis au ministère des Affaires économiques, Direction générale des relations économiques extérieures, Pays Bas.
- Francois, J. et W. Martin (2004), « Formula Approaches for Market Access Negotiations », *The World Economy*, Vol. 26, pp. 1-28.
- Gardner, B. (1987), *The Economics of Agricultural Policies*, New York, Macmillan.

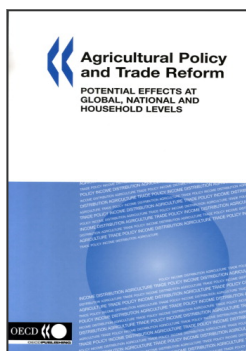
- Gardner, B. (1992) « The Disappearance of the Farm Problem », *Journal of Economic Literature*, Vol. 30, No. 3, pp. 62-101.
- Gérard F., M.-G. Piketty et J.-M. Boussard (2003), « Libéralisation des échanges et bien-être des populations pauvres: Illustration à partir du modèle ID3 de la faiblesse des impacts et de la sensibilité des résultats aux hypothèses de fonctionnement des marchés », *Notes et études économiques*, n°19, pp. 111-134, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, Paris.
- Hanson, K. 2002. « Scenario Analysis with a U.S. Computable General Equilibrium Model », *The 12th Federal Forecasters Conference: Papers and Proceedings*, Washington DC.
- Hanson, Kenneth, et Agapi Somwaru(2003) « Farm and Non-Farm Households Distributional Effects of U.S. Farm Commodity Programs ? », *Selected Papers at the Sixth Annual Conference on Global Economic Analysis*, The Hague, Netherlands.
- Hertel, T.W. (1997), *Global Trade Analysis: Modeling and Application*, Purdue University.
- Hertel, T.W., J.M. Horridge, et K. R. Pearson (1991) *Mending the Family Tree: A Reconciliation of the Linearization and Levels Schools of CGE Modeling*, Impact Project Preliminary Working Paper No IP-54, Australian Industry Commission et Monash University, Canberra.
- Hertel, T.W., D. Hummels, M. Ivanic, et R. Keeney (2003) « How Confident Can We Be in CGE-Based Assessments of Free Trade Agreements? » rapport présenté à la Sixth Annual Conference on Global Economic Analysis, Scheveningen, Pays Bas.
- Hertel T., P. Preckel, J. Cranfield et M. Ivanic (2003) « OECD and non-OECD trade liberalisation and poverty reduction in seven developing countries », *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, Paris, pp. 195-212.
- Hertel, T.W. et J. Reimer (2004) « Predicting the Poverty Impacts of Trade Reform », *World Bank Policy Research Working Paper 3444*, novembre 2004, Banque mondiale, Washington D.C.
- Hertel, T.W. et R. Keeney (2005), « What's at stake: the relative importance of import barriers, export subsidies and domestic support », dans *Agricultural Trade reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson et W. Martin (eds.) Washington, D.C., OUP et la Banque mondiale.
- Hertel, T et L.A. Winters (2005), « Poverty impacts of a WTO agreement: synthesis and overview », *Putting development back onto the Doha Agenda: poverty impacts of a WTO Agreement*, dans T. Hertel et L.A. Winters (eds.), Banque mondiale, Washington DC.
- Hoppe, R.A., J.E. Perry, D. Banker (2000) *ERS Farm Typology for a Diverse Agricultural Sector*, ERS No. 759.
- INCRA/FAO (2000), *Novo retrato da agricultura brasileira: o Brasil redescoberto*, Brasilia (DF): NEAD.
- Jomini, P., J.F. Zeitsch, R. McDougall, A. Welsh, S. Brown, J. Hambley, et J. Kelly (1991), «SALTER: A General Equilibrium Model of the World Economy, Volume 1 Model Structure, Database and Parameters», Australian Industries Assistance Commission, Canberra.
- Kanbur, R. (1999) « Income Distribution and Development » *Handbook on Income Distribution*, A.B. Atkinson et F. Bourguignon (ed.) North-Holland.
- Kletzer, L.G. (1998), «Job Displacement,» *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12, No. 1, pp. 115-136.
- Lofgren, H. et S. Robinson (1999) «To Trade or Not to Trade: Non-Separable Farm Household Models in Partial and General Equilibrium» TMD Discussion Paper No. 37, IFPRI, Washington DC.

- Lofgren, H., R.L. Harris, S. Robinson (2002), « A Standard Computable General Equilibrium Model (CGE) in GAMS », *Microcomputers in Policy Research*, N°5, IFPRI, Washington, D.C.
- Lofgren, H. et S. Robinson (2003) « *General Equilibrium Simulation Models in Agricultural Economics* », rapport présenté à la réunion annuelle du UK Agricultural Economics Society, avril.
- Magnani, R. et F. Perali (2005) « *The General Equilibrium Impact of Reforms at the Macro and Micro Level: the Italian case* », rapport établi pour l'OCDE.
- McBride, W.D. et H.S. El-Osta (2002) « Impacts of the Adoption of Genetically Engineered Crops on Farm Financial Performance », *Journal of Agricultural and Applied Economics*. Vol. 34, No. 1, pp: 175-191.
- McDonald S. (2005), *A Standard Computable General Equilibrium Model Version 5: Technical Documentation*, PROVIDE Project Technical Paper 2005:03, Elsenburg, R.S.A.
- Minot, N. et F. Goletti (2000) « Rice market liberalisation and poverty in Viet Nam », *IFPRI Research Report* No. 114.
- McCulloch, N., L. A. Winters et X. Cirera (2001) *Trade liberalisation and Poverty: a Handbook*, Centre for Economic Policy Research, Londres.
- McCulloch, N. (2002). « The impact of Structural Reforms on Poverty: a Simple Methodology with Extension », rapport présenté au séminaire du Centre de développement de l'OCDE : *How are globalisation and poverty interacting and what can governments do about it?*, Paris, 9-10 décembre.
- Nicita, A., M. Olarreaga et I. Soloaga (2002), *A Simple Methodology to Assess the Poverty Impact of Economic Policies Using Household Data: An Application to Cambodia*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- OCDE (1994) *A Review of Farm Household Incomes in OECD Countries*, Paris.
- OCDE (1999), *The Distributional Effects of Agricultural Support in Selected OECD Countries*, Paris.
- OCDE (2001a) *Market Effects of Crop Support Measures*, Paris.
- OCDE (2001b) *Low Incomes in Agriculture*, Paris.
- OCDE (2002a) *Agriculture and Trade Liberalisation: Extending the Uruguay Round Agreement*, Paris.
- OCDE (2002b) *The Incidence and Efficiency of Farm Support*, Paris.
- OCDE (2003a), *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, Paris.
- OCDE (2003b), *Farm household income: Issues and policy responses*, Paris.
- OCDE (2003c), « *Doha Development Agenda: Welfare Gains from Further Multilateral Trade Liberalisation with Respect to Tariffs* », TD/TC/WP(2003)10/FINAL.
- OCDE (2004), *Agricultural Policies in OECD Countries at a Glance*, Paris.
- OCDE (2005a), *Preferential Trading Arrangements in Agricultural and Food Markets: The Case of the European Union and the United States*, Paris.
- OCDE (2005b), *Trade Preference Erosion: Potential Economic Impacts*, Paris.
- OCDE (2005c), *OECD Review of Agricultural Policies: Brazil*, Paris.
- Panagariya A. (2004), « *Agricultural Liberalization and the Developing Countries: Debunking the Fallacies* » mimeo, Columbia University, décembre.

- Reimer, J. (2002) « Estimating the Poverty Impacts of Trade Liberalisation », *GTAP Working Paper* No. 20, Purdue University, États-unis
- Reimer, J., and T. Hertel (2003) « International Estimates of Demand for Use in the GTAP Model? », *GTAP Working Paper*, No. 22.
- Robilliard, A. S., (2002) « *Examining the Social Impact of the Indonesian Financial Crisis Using a Micro-Macro Model* », rapport présenté à un séminaire du Centre de développement de l'OCDE – Globalisation et pauvreté : quelles interactions ? Quel rôle pour les pouvoirs publics ? Paris, 9-10 décembre.
- Sebastien, J., D. Laborde and W. Martin (2005), « Consequences of agricultural tariff cuts using alternative formulas », in *Agricultural Trade reform and the Doha Development Agenda*, K. Anderson and W. Martin (eds.) Washington, D.C., OUTP et la Banque mondiale : Chapitre 2.
- Sharma, R. (2003). « The Transmission of World Price Signals: the Concept, Issues and Some Evidence From Asian Cereals Markets », dans OCDE (2003a), *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, Paris.
- Singh I., L. Squire et J. Strauss (1986) *Agricultural Household Models: Extensions and Applications*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, États-unis
- Stout, J.V. et D. Abler (2004) « ERS/Penn State Model Documentation », http://trade.aers.psu.edu/pdf/ERS_Penn_State_Trade_Model_Documentation.pdf
- Tangermann, S. (2005) « Organisation for Economic Cooperation and Development Area Agricultural Policies and the Interests of Developing Countries » dans *American Journal of Agricultural Economics*, Vol. 87, No. 5, pp. 1128-1144.
- Taylor, J.E. (2003), « The Microeconomics of Globalization: Evidence from China and Mexico », dans *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, Paris.
- Taylor, J.E. et A. Yúnez-Naude (2004) « *Disaggregated Impacts of Policy Reform: A Case Study Using Data from the Mexico National Rural Household Survey* », rapport établi pour l'OCDE.
- Tokarick, S. (2005), « Who Bears the Cost of Agricultural Support in OECD Countries? », *The World Economy 2005*, Vol. 28, N°4.
- UNCTAD (2003), « Back to Basics: Market Access Issues in the Doha Agenda », Nations Unies, Genève.
- U.S. Department of Agriculture (USDA) (2001), « The Road Ahead: Agricultural Policy Reform in the WTO, Summary Report », *Agriculture Economic Report* No. 797, Economic Research Service, ministère de l'Agriculture des États-unis, Washington DC, janvier.
- Valdés A. et W. Foster (2003) « Reflections on the Policy Implications of Agricultural Price Distortions and Price Transmission for Producers in Developing and Transition Economies » dans *Agricultural Trade and Poverty: Making Policy Analysis Count*, OCDE, Paris.
- Varian H. (1992), *Microeconomic Analysis*, W. W. Norton & Company, New York.
- Wobst, P., H. Lofgren, H. Tchale, et J.A. Morrison (2004), *CGE Modelling of Pro-Poor Development Strategies for Malawi: An Analysis of Alternative Scenarios*, IFPRI, Washington, D.C.
- Winters, L.A. (2000) « Trade, Trade Policy and Poverty: What are the Links? », *Centre for Economic Policy Research Paper*, No. 2382, Londres.

Table des matières

Résumé	7
Partie I. Réforme des politiques commerciales et agricoles : répercussions à l'échelle mondiale et nationale et effets sur les ménages	17
Introduction	19
<i>Chapitre 1.</i> Niveau et composition du soutien agricole et de la protection commerciale	21
<i>Chapitre 2.</i> Incidences sur le marché mondial, au niveau national et sectoriel	31
<i>Chapitre 3.</i> Incidences au niveau des ménages	57
<i>Chapitre 4.</i> Conclusion et déductions à l'usage des pouvoirs publics	81
<i>Annexe I.1</i> Présentation du modèle GTAP	85
Partie II. Résumés des études de cas sur les effets de la réforme au niveau des ménages	91
<i>Chapitre 5.</i> Brésil	93
<i>Chapitre 6.</i> Italie	115
<i>Chapitre 7.</i> Malawi	123
<i>Chapitre 8.</i> Mexique	141
<i>Chapitre 9.</i> États-Unis	155
Références	169



Extrait de :

Agricultural Policy and Trade Reform

Potential Effects at Global, National and Household Levels

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264025745-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2006), « Conclusion et déductions à l'usage des pouvoirs publics », dans *Agricultural Policy and Trade Reform : Potential Effects at Global, National and Household Levels*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264025769-7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.